

Numéro d'ordre du document
Date de réception du document

201005

département	HAUTE-SAVOIE	
commune	Douvaine	
préfixe	section	feuille
000	C	1

PROCÈS-VERBAL DE DÉLIMITATION (1)

Document établi pour (2) :

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> modifier le parcellaire cadastral selon les énonciations d'un acte à publier | <input type="checkbox"/> lotissement |
| <input checked="" type="checkbox"/> modifier le parcellaire cadastral selon les énonciations du présent document | <input type="checkbox"/> expropriation |
| <input type="checkbox"/> appliquer un plan d'arpentage ou un procès-verbal de bornage selon les indications du présent document (sans modifier les limites parcellaires figurées au plan cadastral et sans acte à publier) | <input type="checkbox"/> aménagement foncier agricole forestier et environnemental |

DÉSIGNATION DES PARTIES

propriétaire(s) avant modification

Commune de DOUVAIN

SAS ALKEMY DEVELOPMENT

propriétaire(s) après modification

Commune de DOUVAIN

SAS ALKEMY DEVELOPMENT

SIGNATURE ET CACHET DE LA PERSONNE HABILITÉE À ÉTABLIR LE DOCUMENT

Numéro d'inscription à l'ordre
des géomètres-experts :

06185

SELAS CANEL Géomètres-Experts

Stéphane NICOLAS

Le 24-06-2025,

36 Avenue de Sénévulaz

Stéphane NICOLAS

74200 THONON-LES-BAINS

✓ Certified by IFP group

Tel : 04.50.71.27.27

Mél : contact@canel-geometre.com

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

☐ PROCÈS-VERBAL 6493 N EXP JOINT

Numéro :

DATE DE L'APPLICATION SUR PCI

CHANGEMENTS CONSTATÉS, ATTRIBUTION DES NOUVEAUX NUMÉROS DE PLAN ET CALCUL DES CONTENANCES

(colonnes 5, 6, 12 à 16 réservées à l'Administration)

SITUATION ANCIENNE					SITUATION NOUVELLE															
PRÉFIXE : 000					PRÉFIXE : 000															
SECTION	N° DE PLAN	CONTENANCE			SECTION	N° DE PLAN	Designation provisoire (1)	NOM ET PRÉNOM DU PROPRIÉTAIRE	N° DE LOT DE LOTISSEMENT	CONTENANCE			CALCULS AUXILIAIRES ET COMPENSATIONS DES RÉSULTATS		MISE AU POINT FISCALE					
1	2	ha	a	ca	5	6	7	8	9	ha	a	ca	11	12	13	14	15	CONTENANCE		
																		ha	a	ca
C1	ExDP	10	64	A			ExDP1	Commune de DOUVAIN		9	71		S. graphique	Compensation						
							ExDP2	Commune de DOUVAIN			93		915	S>90% => 56						
													93	règle 1/10° => 0						
													Total : 1008	Total : 56						
C1	871	11	01				871p1	SAS ALKEMY DEVELOPMENT		10	99		S. graphique	Compensation						
							871p2	SAS ALKEMY DEVELOPMENT			2		1106	S>90% => -7						
													2	règle 1/10° => 0						
													Total : 1108	Total : -7						
C1	879	15	42				879p1	SAS ALKEMY DEVELOPMENT		15	25		S. graphique	Compensation						
							879p2	SAS ALKEMY DEVELOPMENT			17		1515	S>90% => 10						
													17	règle 1/10° => 0						
													Total : 1532	Total : 10						
C1	882	21	46				882p1	SAS ALKEMY DEVELOPMENT		21	36		S. graphique	Compensation						
							882p2f	SAS ALKEMY DEVELOPMENT			10		2167	S>90% => -31						
													10	règle 1/10° => 0						
													Total : 2177	Total : -31						
C1	888	8	48				888p1	SAS ALKEMY DEVELOPMENT		8	39		S. graphique	Compensation						
							888p2	SAS ALKEMY DEVELOPMENT			9		846	S>90% => -7						
													9	règle 1/10° => 0						
													Total : 855	Total : -7						
TOTAL		67	01		TOTAL		67	01		TOTAL		67	01		TOTAL					

(1) La personne habilitée à établir le document doit identifier chaque parcelle nouvelle, sur l'extrait de plan, par une désignation provisoire sous la forme A, B, C...

INFORMATION DES PROPRIÉTAIRES

DÉCRET N° 55-22 DU 4 JANVIER 1955 PORTANT RÉFORME DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE

Article 7 (partie) - Tout acte ou décision judiciaire sujet à publicité dans un service chargé de la publicité foncière doit indiquer, pour chacun des immeubles qu'il concerne, la nature, la situation, la contenance et la désignation cadastrale (section, numéro de plan, lieu-dit).

DÉCRET N° 55-471 DU 30 AVRIL 1955 RELATIF A LA RÉNOVATION ET A LA CONSERVATION DU CADASTRE

Article 25 (partie) - Tout changement de limite de propriété, notamment par suite de division, lotissement, partage, doit être constaté par un document d'arpentage établi aux frais et à la diligence des parties et certifié par elles, qui est soumis au Service du Cadastre préalablement à la rédaction de l'acte réalisant le changement de limite, pour vérification et numérotage des nouveaux ilots de propriété.

L'établissement des documents d'arpentage relève de personnes agréées par le directeur général des finances publiques, dont la liste est rendue publique et consultable sur le site internet www.cadastre.gouv.fr. L'arrêté du 22 décembre 1992 relatif à l'information des consommateurs sur les prix des prestations topographiques dispose que, préalablement à l'exécution des travaux, le professionnel remet un devis au consommateur, distinguant de manière très apparente les prestations exigées par une administration ou par une collectivité publique des autres prestations effectuées au gré des clients (bornage, arpentage, etc.). Cette obligation s'applique également à la note d'honoraires. L'arrêté précise aussi l'obligation d'affichage du prix des prestations.

RÉUNIONS DE PARCELLES. - Elles interviennent à la demande ou avec l'accord des propriétaires. Les parcelles à regrouper doivent appartenir au même propriétaire, être contiguës et présenter la même situation au regard du fichier immobilier (parcelles toutes non publiées ou toutes publiées au service de la publicité foncière et, en principe, non grevées de droits différents).

DIVISIONS DE PARCELLES. - Elles sont opérées à la demande des propriétaires.

APPLICATION D'UN PROCÈS-VERBAL D'ARPEMENT OU DE BORNAGE. - Elle est effectuée à la demande des propriétaires. Elle a pour effet de mettre en concordance la contenance cadastrale avec la contenance arpentée dès lors que cette opération peut être effectuée sans remettre en cause les limites figurées au plan cadastral. En cas de bornage et sous la même condition, elle provoque la représentation des bornes au plan cadastral (signe conventionnel).

DEMANDE DES PROPRIÉTAIRES

Nous soussigné(e)s SAS ALKEMY.DEVELOPMENT

Commune de DOUVAIN

demandons l'application du présent document d'arpentage selon les modalités définies en page 1.

À THONON-LES-BAINS, le 24/06/2025

Signature(s) (1) :

- ☒ du (ou des) propriétaire(s) (2)
☐ du mandataire autorisé par le pouvoir joint (2)

Le 02-07-2025,

Yves KEDDARI

✓ Certified by 



le 7/07/2025
Le Maire
Elie RIVINARD

LE SERVICE DU CADASTRE

Après vérification (1) :

- ☐ accepte le présent document d'arpentage
☐ rejette le présent document d'arpentage et joint une note explicative du (ou des) motif(s) de rejet

Cachet du service

A

le

(1) Cocher la case correspondante.

(2) Préciser le nom, prénom et, s'il s'agit d'une personne morale, la qualité du signataire.

Commune : 74105
Douvaine

Numéro d'ordre du document d'arpentage
Document vérifié et numéroté le
A
Par

Section : 000C1
Feuille(s) : 01
Qualité du plan : non régulier
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 01/01/1882

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL
D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (DGFIP)

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)

Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A- D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B- En conformité d'un piquetage ; effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le 24/06/2025.... par M Stéphane NICOLAS, géomètre à THONON-LES-BAINS
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.

A. THONON-LES-BAINS....., le 24/06/2025

Le 02-07-2025,

Yves KEDDARI

✓ Certifié par le 2^e piquetage

Cachet du rédacteur du document :

Document dressé par
Stéphane NICOLAS.....
à THONON-LES-BAINS.....
Date 24/06/2025.....
Signature :

Le 24-06-2025,

Stéphane NICOLAS

✓ Certifié par le 2^e piquetage

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan relevé par voie de mise à jour), dans la formule B les propriétaires ne peuvent pas être certifiés par le 2^e piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc. -).
(3) Préciser les noms et qualités ou signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué représentant qualité de l'autorité expropriante).



